

Porc : « Nous sommes dans un contexte de pénurie »

réservé aux abonnés

04.12.19



En 2019, le recul de la production porcine mondiale pourrait atteindre 30 %. © Hélène Chaligne/GFA

Pour Guillaume Roué, président de l'interprofession porcine, le manque de viande porcine à l'échelle mondiale lié à l'épizootie de peste porcine africaine (PPA) « pourrait se traduire sur le marché intérieur ».

« La situation est totalement **inédite**, et nous n'avons pas pris conscience de ce qui est en train de se passer », avertit Guillaume Roué, président d'**Inaporc**, l'interprofession porcine, lors de la journée « Le porc dans tous ses états », organisée le mardi 3 décembre 2019 par l'Institut technique du porc (**Ifip**), à Paris.

[Faisant référence à l'épizootie de peste porcine africaine qui sévit en Chine](#), le président d'**Inaporc** évalue le recul de la production mondiale à 30 % et évoque un contexte de **pénurie** qui « pourrait se traduire sur le marché intérieur. Si la **grande distribution** n'accepte pas de prendre en considération l'augmentation du prix et de la transférer vers le consommateur, les producteurs iront mieux valoriser leur porc sur le marché chinois à travers un abattoir, car c'est la condition de leur survie. »

"Les producteurs iront mieux valoriser leur porc sur le marché chinois à travers un abattoir, car c'est la condition de leur survie"

Guillaume Roué, président d'Inaporc

« Tout ne se mange pas au même endroit »

Si la filière porcine s'est engagée à « monter en gamme » à l'issue des **États-généraux de l'alimentation** (EGA), notamment pour satisfaire le marché intérieur, « le consommateur de porc est mondial, souligne Guillaume Roué. Toutes les pièces ne sont pas consommées en France, loin s'en faut. Sur notre territoire, on ne mange ni les têtes, ni les queues, ni les pieds. Il faut donc trouver un débouché extérieur pour ces produits. »

Pour François Valy, président de la **Fédération nationale porcine** (FNP), « tout le monde veut la montée en gamme, mais personne ne veut la payer. » Par ailleurs, « une philosophie d'élevage ne fait pas une **qualité de viande**. On peut produire un très bon cochon élevé sur caillebotis. Économiquement l'éleveur et le consommateur seront gagnants. C'est aussi plus favorable pour la gestion des **risques sanitaires**. »

Accompagner les investissements en élevage

Car le **prix** reste le nerf de la guerre. « Depuis des années, il a toujours fallu que le porc soit moins cher », insiste le président de la FNP. Selon Boris Duflot, directeur du pôle de l'économie à l'**Ifip**, « en 1967, un Smic permettait d'acheter 79 kg de porc en sortie d'élevage, contre 1 098 kg en 2017 ». À la faveur d'une **conjoncture porcine** plus favorable, « pour la première fois depuis très longtemps, les éleveurs de porcs conventionnels vont gagner leur vie pendant quelques années », estime Guillaume Roué.

Pour accompagner les **investissements**, « il faut intégrer dans la **fiscalité** l'augmentation ponctuelle des coûts pour mettre à jour les élevages en matière de **bien-être animal** ou encore de biosécurité. Des outils comme le suramortissement fiscal existent. » Si Guillaume Roué indique avoir fait part de cette proposition à Bruno Le Maire, ministre l'Économie et des Finances, « il est plutôt à la recherche d'argent que l'inverse ». Le président d'Inaporc considère également la **contractualisation** comme « incontournable pour financer les évolutions demandées aux éleveurs et les répercuter au **consommateur** ».

V. Guyot